

UBUNTU, UNE PHILOSOPHIE DU BONHEUR COLLECTIF : HOMMAGE À MGR DESMOND TUTU

1. Introduction

Ludovic NICO
MUMBUNZE, PHD.
Professeur Associé,
Directeur des
Recherches
Stratégiques au
Collège des Hautes
Études de Stratégie et
de Défense.
Kinshasa/RD Congo
lumunico@gmail.com

Dans cet article, nous nous proposons d'aborder une notion d'ancrage africain et qui est à la fois une vision du monde, une culture, une sagesse et un esprit. Il s'agit de scruter la philosophie d'*Ubuntu*, dont certains penseurs comme Mgr Desmond Tutu¹ constitue le parangon, afin d'en dégager quelques enjeux du vécu quotidien dans la société humaine et de montrer qu'elle constitue véritablement une quête du bonheur collectif. Ce dernier devrait être un idéal pour chaque être humain. Car, sans peut-être en prendre toujours conscience, les hommes sont naturellement liés, interdépendants et connectés les uns aux autres.

Ubuntu est une interpellation sur cette réalité que personne ne peut vivre isolé. C'est aussi une invitation à la concorde, à la paix, à la non-violence ; un appel à la solidarité et à la générosité ; une opposition à la vengeance ; une obligation à placer la vie de l'être humain au-dessus de tout comme valeur absolue et fin en soi ; un enseignement de la dignité, de la compassion, de l'humanité et du respect pour l'humanité de l'autre ; un refus de la confrontation et un évangile de la réconciliation, un plaidoyer en faveur de la justice réparatrice et/ou transitionnelle qui restaure la justice distributive ; un appel à la compréhension mutuelle et aux solutions concertées plutôt qu'à l'intransigeance, l'éloignement et la punition à tout prix ; une promotion de la civilité et du dialogue courtois sans hypocrisie fondé sur la tolérance mutuelle.

1 Défenseur des droits de l'homme, Prix Nobel de la paix en 1984 pour sa lutte pacifique contre l'Apartheid, Desmond Tutu fut un homme des grands mérites reconnus en Afrique et à travers le monde. Ancien Archevêque anglican sud-africain, né le 07 octobre 1931 à Klerskdorp et mort le 26 décembre 2021 au Cap.

Notre réflexion poursuit un double objectif. D'abord réveiller et/ou susciter dans le chef de nos lecteurs les attitudes humanistes contenues dans la philosophie d'*Ubuntu* en vue d'un vivre-ensemble-pacifique-et-harmonieux. Ensuite, relever quelques enjeux existentiels de cette culture africaine, nécessaires à un changement qualitatif dans les relations interhumaines et dans la construction d'une société où le bonheur est partagé collectivement.

L'architecture de cette cogitation se décline en trois principaux points. Le premier se penchera sur les origines africaines du concept afin de cerner convenablement sa valeur sémantique. Partant de ce sens, nous allons montrer dans le deuxième point que le substantif *Ubuntu* renvoie à la fois à une philosophie, une sagesse, une vision du monde, une culture, un esprit et un mode de vie qui vise la paix et la joie de tous sans distinction, ni discrimination. Tout ce présupposé nous permettra finalement de dégager quelques enjeux existentiels de cette philosophie dans le troisième point.

2. Aux sources africaines d'*Ubuntu*

Ubuntu est un terme que l'on retrouve dans beaucoup de langues africaines². Plusieurs sources concordantes nous renseignent que ce concept tire son origine, comme expression méritant une attention particulière, de l'Afrique du Sud. Il a revêtu sa valeur sémantique considérable « au lendemain de l'abolition de l'apartheid »³. Raison pour laquelle *Ubuntu* est souvent rattaché aux acteurs entretenant un certain lien avec l'Afrique du Sud. Parmi ces acteurs, on peut citer « un religieux (Mgr Desmond Tutu), deux philosophes français opérant à l'Université de Cape Town (Barbara Cassin et Philippe-Joseph Salazar), et un développeur de programmes informatiques (Mark Shuttleworth), sans compter d'autres penseurs comme Jean-Paul Jouary ou Vuyisile Msila »⁴.

Le besoin d'*Ubuntu* a constitué le maître-mot ou le principe directeur de la Commission Vérité et Réconciliation dirigée par Mgr Desmond Tutu⁵. Le rapport de cette Commission a été remis par Desmond Tutu à Nelson Mandela le 29 octobre 1998. Non seulement que ce Rapport est un document fondateur dans l'histoire de la nation sud-africaine, mais il est aussi « un texte qui acquiert une place au côté des grandes œuvres de philosophie politique, à l'instar de la *Constitution d'Athènes* d'Aristote et du *Contrat social* de Rousseau »⁶.

2 Bomoto en Lingala, kimuntu en Kikongo, butu en Punu, Ubuntu en Kinyarwanda et en Kirundi, etc.

3 P. KAUMBA LUFUNDA Samajiku, *Comprendre Ubuntu*. R.P. Placide Tempels et Mgr Desmond Tutu sur une toile d'araignée, Paris, L'Harmattan, 2020, p. 7.

4 *Ib.*

5 Cf. D. TUTU (dir.), *Amnistier l'apartheid. Travaux de la Commission Vérité et Réconciliation*, Édition établie par Philippe-Joseph Salazar, Paris, Seuil, 2004, p. 304.

6 D. TUTU (dir.), *o. c.*, 4^{ème} page de la couverture.

Du point de vue linguistique, *Ubuntu* est issu de langues nguni (zoulou, xhosa, ndébélé, swati). Il « est formé à partir du préfixe « ubu- » servant à former un substantif abstrait, et du radical « -ntu » désignant un être humain. Sa construction est analogue à celle du mot français « humanité » »⁷. Qu'on ne se méprenne cependant point. Le substantif *Ubuntu* a des racines linguistiques dans plusieurs langues bantoues. Sans entrer en détail, signalons que c'est le linguiste allemand Wilhelm Heinrich Immanuel Bleek qui a noté que les locuteurs des langues bantoues désignent l'homme par le vocable « *mntu* »⁸. Cette trouvaille a fait de lui « le père de la linguistique bantu »⁹.

Au sujet des origines africaines du mot *Ubuntu*, Kaumba écrit : « Sachant que le terme « *Ubuntu* » provient de la famille des langues africaines dites *bantu* (ou *bantoues*), c'est vers ces langues que nous devrions nous réorienter si nous voulons retrouver la pertinence de la mobilisation du concept *Ubuntu* tant en philosophie et en théologie, qu'en informatique, en management et dans l'univers socio-politique »¹⁰.

Sur le plan sémantique, *Ubuntu*, « concept difficile à traduire dans une langue européenne »¹¹, renvoie à un caractère purement abstrait de l'être humain, ce qui fait l'hominien ou l'humanité, qualité propre à l'homme. Il ne s'agit pas d'abord de l'homme en tant que sujet concret visible¹² mais plus du sujet abstrait transcendant¹³, de personne ayant une dignité humaine et dont l'impératif catégorique exige le respect inconditionnel en tant que fin en soi¹⁴. Mova Sakanyi estime qu'*Ubuntu* renvoie à « *ce qui fait de l'homme un être humain, véritablement homme* »¹⁵.

Décrivant le sens du *Muntu*, Mbayo écrit : « le terme *mntu* désigne l'homme, l'être humain, la personne. Dans leurs langues respectives, les *Bantu* utilisent les vocables *Mutu* (pl. *Batu*), *Ntu* (pl. *Wantu*), *Muntu* (pl. *Bantu*), *Moto* (pl. *Bato*) comme équivalents du français homme, être humain, personne humaine »¹⁶. C'est ainsi que Tempels estime qu'il faut

7 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/08/03/etes-vous-ubuntu-un-peu-beaucoup-passionnement_4709614_3212.html, consulté le 07 septembre 2021 à 17h06. On peut lire aussi P. KAUMBA LUFUNDA Samajiku, o. c., pp. 12-13.

8 *Ib.*, pp. 9-10.

9 C. MADIYA FAIK-NZUJI, *Éléments de phonologie et de morphologie des langues bantu*, Louvain-la-Neuve, Peeters, 1992, p. 28, cité par P. KAUMBA LUFUNDA Samajiku, o. c., p. 10.

10 *Ib.*, p. 7.

11 Cf. P. TRUCHE, *Vivre ensemble avec des criminels contre l'humanité*, p. 178, cité par P. KAUMBA LUFUNDA Samajiku, o. c., p. 12.

12 Que l'on peut désigner par *homme apparent*.

13 *L'homme véritable*.

14 On peut lire avec intérêt la notion de personne chez Kant (E. KANT, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, traduction nouvelle avec introduction et notes par V. Delbos, Paris, Aubin, 1986, pp. 158-162. Pour plus de détails, cf. L.-N. MUMBUNZE, *L'humanisme politique chez Kant*, Saarbrücken, Éditions universitaires européennes, 2014, pp. 33-36.

15 H. MOVA SAKANYI, *Le Manifeste des Jeunes Ubuntu. Pour une transformation positive de la société congolaise*, préface de Néhémie Mwilanya Wilondja, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 17.

16 E. MUJINYA, *L'homme dans l'univers des Bantu*, p. 15 ; O. BIMWENYI-KWESHI, *Discours théologique négro-africain. Problèmes des fondements*, p. 530, note 42, cités par J. MBAYO MBAYO, *Bumuntu ou la culture de*

rendre *mntu* par personne et non par homme¹⁷. Pour lui, « *Muntu* inclut une notion d'éminence ou d'excellence dans l'être »¹⁸. Et l'excellence dans l'être n'est qu'une tension vers le meilleur, c'est-à-dire vers le bonheur collectif par la paix, la concorde, la compréhension mutuelle, l'amour, la solidarité, l'entraide, l'hospitalité universelle, etc.

Il convient de noter que l'abstraction du concept *Ubuntu*¹⁹ place tous les êtres humains au même diapason comme sujets égaux en droit. On comprend pourquoi une définition commune en donne pour sens « la qualité inhérente au fait d'être une personne parmi d'autres personnes ». Le proverbe « *Umntu ngumuntu ngabantu* » auquel est souvent liée l'expression *Ubuntu*, signifie approximativement : « Je suis ce que je suis parce que vous êtes ce que vous êtes », ou d'une manière littérale : « Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous »²⁰. Il y a ici l'idée de l'unité, de l'interdépendance et de la responsabilité universelle, bref d'un mieux-être collectif et partagé.

En tant que tel, *Ubuntu* est chargé d'une signification dont la valeur est inestimable pour le vivre-ensemble. Raison pour laquelle d'ailleurs en 2004, ce nom est donné à une distribution Linux développée par la société Canonical sous l'impulsion de l'entrepreneur sud-africain et britannique Mark Shuttleworth. C'est sans doute grâce à la signification philosophique de ce concept traduisant la croyance en un lien universel de partage qui relie l'humanité que ce système d'exploitation a été baptisé ainsi. On le voit, *Ubuntu* n'est pas un simple concept. Il est, à lui seul, une philosophie, une vision du monde et une culture.

3. *Ubuntu* : une philosophie, une vision du monde et une culture

Les développements qui précèdent nous ont permis de comprendre que dans la terminologie bantoue, *Ubuntu* fait « partie intégrante de leur cosmologie et de l'ontologie individuelle qui en découle »²¹. Barbara Nussbaum conçoit l'*Ubuntu* comme la « capacité, dans la culture africaine, d'exprimer la compassion, la réciprocité, la dignité, l'harmonie et l'humanité dans l'intérêt de construire et de maintenir une communauté avec justice et souci mutuel »²².

l'excellence, vol. 1 *Les prolégomènes*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2017, p. 67.

17 Cf. P. TEMPELS, *La philosophie bantoue*, traduit du Néerlandais par A. RUBBENS, Elisabethville, Lovania, 1945, p. 35.

18 *Ib.*, p. 38.

19 Pour plus d'informations sur le caractère abstrait dans les langues Bantu, on peut lire avec intérêt A. KAGAME, *La philosophie bantu comparée*, Paris, Présence africaine, 1976, pp. 69-74.

20 https://www.lepoint.fr/afrique/ubuntu-le-cadeau-de-l-afrique-au-monde-18-06-2020-2380668_3826.php, consulté le 07 septembre 2021 à 17h46.

21 F. MUNYARADZI MUROVE, *L'Ubuntu*, article disponible sur <https://www.cairn.info/revue-diogene-2011-3-page-44.htm>, PDF en ligne consulté le 08 septembre 2021 à 9h36.

22 <https://amaizo.info/2012/06/06/ubuntu-je-suis-parce-que-nous-sommes/9588>, consulté le 07 septembre 2021 à 16h35.

Comme on peut s'en apercevoir, *Ubuntu* est une philosophie de l'altérité, une éthique de la responsabilité et du vivre-ensemble et une culture de la paix. En effet, le vivre-ensemble harmonieux nécessite l'ouverture, la disponibilité aux autres, le pardon et la réconciliation. C'est en partageant avec les autres et en nous occupant de ceux qui nous entourent que nous nous réalisons²³. *Ubuntu* « est une philosophie et une conception de la vie qui est la fondation spirituelle des sociétés africaines. Une vision qui unifie le monde, comme l'exprime le proverbe zoulou ; « *Umuntu ngumuntu ngabantu* » »²⁴. Ce même proverbe est aussi présent dans d'autres cultures africaines comme au Ghana, au Zimbabwe, au Malawi, au Burundi et au Rwanda.

La philosophie d'*Ubuntu* apprend à l'homme que son humanité n'est telle que lorsqu'il reconnaît en même temps celle des autres. L'homme est incontestablement appelé à vivre dans la société avec l'autre ou les autres. On n'est une personne qu'à travers d'autres personnes²⁵. Aucun homme n'est une île. Personne ne s'accouche de soi-même, personne ne s'éduque ou ne se nourrit tout seul. Pendant des années, c'est toujours quelqu'un d'autre qui prend soin de vous, etc. Vasquez souligne que « nous avons tous besoin de la présence de l'autre personne. Personne n'est en absolu plus important que l'autre, parce qu'aucun homme n'est complet ou capable de satisfaire ses désirs vitaux sans dépendre d'une façon ou d'une autre d'autres personnes, la vie étant faite de multiples relations de complémentarité pour la réalisation des fins personnelles ou sociales »²⁶.

Dans cette optique, Mpuku Laku décrète l'impossibilité du solipsisme dans la vie humaine. Il écrit : « À bien des égards, la mise de côté du solipsisme est une conséquence logique d'une philosophie qui prend en compte le problème du rapport avec autrui dès ses premiers balbutiements »²⁷. *Ubuntu* peut être compris comme une philosophie et/ou une culture de solidarité humaine. Une vraie solidarité et non une solidarité falsifiée. Cette dernière étant celle dans laquelle « la participation active de l'un ou de l'autre fait défaut »²⁸.

Ubuntu est « une sorte d'humanité communionnelle ou relationnelle. C'est donc une philosophie africaine traditionnelle qui nous offre une

23 Extrait du *Discours-hommage* du président des États-Unis Barack Obama lors des funérailles de Nelson Mandela, le 10 décembre 2013, article disponible sur <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/dessine-moi-un-dimanche/segments/chronique/146623/ubuntu-od-josee-blanchette-afrique-du-sud-nelson-mandela>, consulté le 08 septembre 2021 à 10h04.

24 G. VASQUEZ, « Ubuntu » - Personne et communauté, dans *La personne et les traditions africaines dans une perspective d'inculturation*, Recherches et documents, n° 8, publié par le Centre pour l'Inculturation Mariapolis Piero - Kenya, Nairobi, Don Bosco Printing Press, 2016, p. 97.

25 G. VASQUEZ, a. c., p. 97.

26 *Ib.*, p. 101.

27 F. MPUKU LAKU, *Merleau-Ponty face aux défis du monde contemporain. Corporéité et solidarité*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 186.

28 C. NKETO LUMBA, *La faim sans fin en Afrique*, préface de Jean Onaotsho Kawende, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 118.

compréhension de nous-mêmes en rapport avec le monde, en harmonie avec les autres et avec toute la création, en croyant dans un lien de participation qui lie et unit toute l'humanité»²⁹. Avec *Ubuntu*, les hommes devraient comprendre qu'ils sont tous liés d'une manière ou d'une autre. Qu'ils partagent le même monde et les mêmes risques, comme le souligne Ulrich Beck dans *La société du risque*³⁰. L'exemple récent de la pandémie du Corona virus est très éloquent. Ce qui touche l'un, touche l'autre et vice-versa. Faire du mal à l'autre, c'est se faire du mal à lui-même et faire du mal au monde entier³¹. Et si l'on comprend les choses de cette manière, on ne peut que construire un monde de paix, où chacun s'intéresse au bonheur de l'autre car le bonheur de l'autre c'est mon propre bonheur.

Pour Nelson Mandela, *Ubuntu* contient l'aspect du respect, du partage, de la confiance, de l'altruisme et de la collaboration³². À savoir que le respect pour une personne particulière est étroitement lié à son respect pour l'individualité. Une individualité différente de celle de Descartes chez qui l'individu peut être pensé sans faire nécessairement référence à l'autre³³. *Ubuntu* nous enseigne l'humanisme à tout point de vue. Il nous apprend à traiter les autres avec respect, gentillesse et dignité et à promouvoir le pardon et la réconciliation³⁴. Plusieurs enjeux existentiels peuvent donc être tirés de cette sagesse africaine.

4. Principaux enjeux existentiels de la philosophie d'*Ubuntu*

Ubuntu présente tellement d'enjeux existentiels que cette notion regorge de beaucoup de valeurs anthropologiques, religieuses, politiques, économiques, psychologiques, etc. En effet, un homme dont la dignité est respectée, se sent psychologiquement et spirituellement équilibré. Il peut par conséquent être très utile à la société par sa participation active. C'est un enjeu économique important. Le respect de sa personne fait naître la confiance en soi. Or, on sait que cette dernière est nécessaire pour l'inventivité, la créativité et l'entrepreneuriat.

Dans le jargon informatique, *Ubuntu* présente aussi un enjeu de taille en ce sens qu'il constitue une véritable ouverture à l'autre et au monde, d'une part, et rassemble plusieurs individus sur la même toile, d'autre part. Sans discrimination, sans distinction de race, de rang social ou de culture, de nombreuses personnes accèdent indistinctement à ce logiciel.

²⁹ G. VASQUEZ, *a. c.*, p. 97.

³⁰ Cf. U. BECK, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Champs-Flammarion, 2001.

³¹ Cf. G. VASQUEZ, *a. c.*, p. 98.

³² Nelson Mandela, cité G. VASQUEZ, *a. c.*, p. 98.

³³ *Ib.*, p. 100.

³⁴ Cf. B. MAZABRAUD, *Rendre justice à la « Justice transitionnelle »*, dans *Justice transitionnelle, justice alternative. Quels enjeux éthiques et politiques en Afrique ?*, sous la direction de Jean-François Petit et Lazare Ki-Zerbo, Actes du Colloque à la Cour de Cassation de Paris, 29 janvier 2016, Paris, Les Éditions franciscaines, 2017, p. 60.

De même, *Ubuntu* constitue un enjeu non négligeable pour l'ancrage de l'identité africaine dans la mondialisation et une philosophie du bonheur collectif. À ce sujet, Andrew Ifeanyi Isiguzo écrit : « Nous devons créer un terrain de jeu accessible à toutes les cultures. Toutes devraient se rencontrer dans un espace libre et ouvert. Si nous n'adoptons pas la méthode du donner et recevoir et de voir l'autre comme acteur libre qui a le même droit à l'espace que nous, le but d'un village global restera un mirage. Toutes les cultures africaines doivent interagir en communion dans une même direction et dans un espace commun de solidarité »³⁵. Vasquez ajoute que « le symbole d'humanité partagée, exprimé dans la philosophie de l'*Ubuntu*, pourrait être le terrain commun sur lequel on peut commencer à construire »³⁶.

Avec la philosophie d'*Ubuntu*, l'homme africain en particulier et l'homme en général ont plus à gagner pour construire une communauté humaine pacifique où il fait beau-vivre. Grâce à l'arrière-fond de l'interdépendance véhiculé par *Ubuntu*, on pourrait bien intérioriser la notion de l'unité dans la diversité et la nécessité que chacun apporte quelque chose dans la construction de l'édifice. Cela étant, personne ne devrait être discriminé ni marginalisé.

En considérant l'autre comme valeur infinie et fin en soi, il devient pratiquement impossible de déshumaniser les individus, d'activer les conflits et de se faire la guerre inutilement. C'est un enjeu politique important dans le cadre d'un leadership qui tienne inconditionnellement compte des idéaux de paix, de justice sociale et du développement participatif. Nous pouvons également noter avec Mova Sakanyi que « replacé dans le cadre de la philosophie politique, *Ubuntu* traduit l'expression de la social-démocratie à l'africaine, car il est une synthèse des valeurs portées par le plus vieux continent du monde : les valeurs de justice, d'égalité, de solidarité, de liberté, de dialogue, de partage, d'intérêt collectif, etc. »³⁷. *Ubuntu* promeut aussi une culture de l'excellence³⁸.

Incontestablement, *Ubuntu* est un véritable catalyseur d'un leadership responsable et d'un management efficace. Nous trouvons là un point d'attache avec notre dissertation doctorale dans laquelle nous avons clairement souligné la nécessité d'un leadership responsable partagé, d'un leadership de service et d'un leadership participatif. Nous avons noté que c'est la responsabilité, la créativité, l'inventivité et l'entreprise qui conduiront à l'émergence réelle de l'Afrique et à l'autonomie véritable de ses États. Tout cela dans un esprit d'ouverture aux autres. Le leadership responsable et la gouvernance efficace privilégient le bien-être collectif, la

35 A. IFEANYI ISIGUZO, *Africain Culture and Symbolism : A Rediscovery of the Seam of a Fragmented Identity*, cité par G. VASQUEZ, *op. cit.*, p. 102.

36 *Ib.*

37 H. MOVA SAKANYI, *op. cit.*, p. 17.

38 Cf. J. MBAYO MBAYO *op. cit.*, p. 3.

valorisation de la culture comme marqueur de l'identité, le rayonnement du génie créateur et la puissance des capacités inventives à travers la liberté des individus.

Puisque la mondialisation a, entre autres conséquences, la perte des valeurs fondamentales de la coexistence humaine, le recours à l'*Ubuntu* compris comme un creuset des nombreuses valeurs morales est un enjeu important. Cela épargnerait la jeunesse de conséquences néfastes de la perte des valeurs qui s'observe partout dans le monde. Le « recours à l'*Ubuntu* » constituerait, à n'en point douter, un vrai moyen « de faire connaître et de transmettre aux nouvelles générations le patrimoine culturel qui les caractérise »³⁹. *Ubuntu* est à la fois « le terme adéquat pour exprimer les principales valeurs positives pour un être humain, et il est en même temps considéré comme le coffre-fort qui renferme toutes ces valeurs. Celles-ci aident à vivre et à considérer la société comme formatrice de la personnalité, de sorte que chacun comprenne qu'il ne peut vivre sans l'apport de la société et que la personne existe grâce autres »⁴⁰.

Ubuntu, de même que l'éthique de la responsabilité de Hans Jonas est nécessaire pour la problématique actuelle du dérèglement climatique. Son noyau philosophique demeure un véritable motif pour forger la plateforme mondiale de paix. On peut noter que dans l'histoire, c'est justement cet esprit d'*Ubuntu* qui a propulsé le monde vers l'unité grâce à des personnes comme Martin Luther King, Mahatma Gandhi, Mère Teresa de Calcutta, Oscar Romero, Desmond Tutu, Joseph Stiglitz et Nelson Mandela.

En République Démocratique du Congo particulièrement, face aux multiples problèmes de paix, aux éternels conflits et aux clivages politiques entraînant des conséquences fâcheuses, l'esprit d'*Ubuntu* nous paraît être un remède approprié. Il est de bon aloi de mettre la dignité de l'homme en tant que fin en soi au premier plan. Ainsi seulement, la solidarité deviendra authentique. Toutes les énergies seront finalement tournées vers l'essentiel, l'humanité de l'homme en tant qu'homme et non aux guerres de positionnement.

5. Conclusion

La philosophie d'*Ubuntu* est tellement vaste et ses enjeux existentiels sont tout aussi immenses qu'on ne saurait prétendre les exposer avec exhaustivité en quelques lignes. Le sens linguistique originel du mot *Ubuntu* et ses quelques implications dans la vie pratique que nous venons de développer, nous ont certainement permis d'avoir un aperçu global de cette vision du monde orientée vers le bonheur collectif.

³⁹ G. VASQUEZ, *a. c.*, p. 103.

⁴⁰ *Ib.*

Tout bien considéré, la philosophie d'*Ubuntu* provient de la conviction que la vie de chacun est profondément liée à celle de l'autre et du choix d'utiliser le pouvoir personnel pour s'engager dans la recherche du bien commun, par opposition à la création du bien individuel isolé. Cette philosophie est très claire. Elle nous montre que la création de la richesse commune enrichit chacun et lorsque chacun est enrichi, chacun est heureux et la paix règne.

Le contraste est aussi vrai lorsqu'on utilise le pouvoir personnel pour appauvrir d'autres afin de créer richesse et pouvoir personnels. Il faut reconnaître que les abus du pouvoir personnel proviennent d'un esprit humain malade ; dysfonctionnel et narcissique qui crée une image gonflée de soi-même et cherche à soutenir cette image. Cela s'exprime par des choix communs, politiques, économiques et scientifiques aussi bien que dans les relations entre individus, peuples et pays.

En réalité, les résultats désirés d'augmentation et de consolidation du bien-être humain et social ne peuvent venir que d'un engagement personnel et collectif envers les impératifs éthiques d'*Ubuntu*. Bref, la philosophie d'*Ubuntu* ouvre plusieurs horizons de réflexions et de sens sur la vie-des-hommes-au-monde. Elle constitue un levier important dans la quête permanente du bonheur collectif et pour la construction de la paix dans le monde. ■



Abonnez-vous ou offrez un abonnement 2022 !

Congo-Afrique, s'informer, pour décider et agir

LES INGÉNIEURS DE LA PAIX SUR LE CHANTIER DE LA RDC

Leçons de l'ouvrage de **Rigobert MINANI BIHUZO**,
*Les défis de la construction de la paix en RDC et l'engagement
 de l'église*, Kinshasa, CEPAS, 2021, 600 pages.

Introduction

Depuis l'indépendance, voire bien avant, l'avenir et le destin du Congo ont toujours été conçus comme une œuvre de bâtisseurs et d'ingénieurs, à travers notamment des métaphores renvoyant au « roi bâtisseur », aux « cinq chantiers », voire au « béton ». En nous offrant un ouvrage dont le maître-mot est la *construction*, Rigobert Minani vient conforter cette thématique célébrée par notre hymne national qui nous rappelle sans cesse le devoir sacré de *bâtir* un pays plus beau qu'avant.

Face à la multiplicité des activités qui se développent sur un chantier et à la diversité de perspectives qu'elles peuvent offrir pour le lecteur ou le commentateur d'un ouvrage, j'aurais bien voulu rester proche de l'auteur et de ses œillères de politologue, mais comment m'en tenir à cela quand d'autres lecteurs avant moi, préfacier ou postfacier, ne se sont pas privés de faire allusion à l'équilibrisme quasi athlétique de l'auteur qui passe du statut d'activiste de la société civile¹ à celui de chercheur académicien, il surfe sur les vagues houleuses de son double statut de politologue certifié² et d'acteur de la société civile patenté³.

Lui-même ne s'en cache pas, car il dit toute la souffrance endurée au cours du cursus doctoral et de la finalisation de la thèse pour publication. L'ouvrage porte les traces de cette discipline, notamment à travers le travail de définition des concepts opératoires (paix, conflit, violence, etc.), de clarification des procédures méthodologiques, de justification continue et répétée des assertions, en s'inspirant des penseurs comme Johan Vincent Galtung, grand théoricien s'il en est, des notions de conflits et de paix

1 MINANI BIHUZO BIN KAKURU, *Le rôle politique de l'église aujourd'hui*, Bukavu, Groupe Jérémie, 1995.

2 Docteur en Sciences sociales et économiques, département Sciences politiques, Université catholique de Paris : 2020.

Diplôme d'études Spéciale (DEA) en Sciences Politiques : Institut de formation politique de Palerme, Italie, 1997.

M.A. (Master) en Théologie, Université de Montréal, 1992.

B.A. en Philosophie, Université grégorienne et Institut Saint Pierre Canisius), 1989.

Graduat en Théologie et Sciences Humaines, 1985, Université catholique de Kinshasa.

3 Membre des associations suivantes : Groupe d'analyse politique, économique et social (GRAPES), Société civile du Sud-Kivu, Comité de la solidarité Palerme-Bukavu (Sicile), Table de concertation sur les droits humains et d'éducation civique d'inspiration chrétienne en RDC (RODHECIC), Société civile de la RDC, Réseaux des centres sociaux jésuites en Afrique (JASNET). A obtenu deux prix internationaux : de la Fondation Diakonia à Stockholm (Change Marker en 2005) et du Japon (Sasakawa Young leaders fellowship Prize 2007).

Lorsqu'on a déjà publié une vingtaine d'ouvrages et qu'on vous astreint à revisiter des litanies de définitions, il y a de quoi se souvenir du temps où l'on produisait encore librement des essais sans devoir s'encombrer de précautions scolaires.

Les multiples remerciements que l'auteur formule, sont l'expression de ce changement de paradigme, de ce basculement de la littérature militante vers le discours académique, de la connaissance politique et sociale en général, vers la science politique, en particulier, comme discipline ayant un objet d'étude et des méthodes, des démarches avérées. Il se plaint, par exemple, d'accabler sa secrétaire de manuscrits difficilement déchiffrables, et j'aurais bien voulu lui poser la question, (mais je ne le ferai pas), la question de savoir pourquoi il continue de tacher ses doigts d'encre, d'écrire à la main, tout en se promenant toujours, fait paradoxal, avec un ordinateur portable. Il est vrai que Rigobert Minani élaborait des manuels de pédagogie en sciences politiques, en éducation civique et en droits de l'homme, et qu'à ce titre, il se distinguait déjà des propagandistes de divers ordres, qui versent dans la dramaturgie émotionnelle et la confection des scandales. C'est peut-être pourquoi il lui a été possible de se soumettre humblement à la guidance pour un travail de thèse de doctorat. L'on comprend dès lors l'euphémisme de Ntumba Luaba, qui lui avait exprimé quelques appréhensions sur son projet de thèse en science politique, craignant qu'il ne soit pas suffisamment objectif pour évaluer le processus de paix en RD Congo (p. 473) et qui, face à la pugnacité et à la solidité argumentaire de l'auteur, a fini par saluer ce travail comme l'aboutissement et le dépassement d'un parcours porté par une posture d'engagement social (p. 474) ; ou encore la remarque d'Isidore Ndaywel, selon laquelle l'auteur a tiré largement profit de sa posture d'*observateur-participant* et qu'il est un authentique intellectuel du terroir (p. 10).

Le défi ou la difficulté pour moi, consiste justement à traiter l'ouvrage de manière à en tirer des leçons d'éducation à la citoyenneté. Autant pour moi, car mon grand-père disait : « *quand un devin veut mentir, il dit qu'il n'a pas d'habit de cérémonie* ». Ne serait-ce pas entreprendre un parcours à rebours : celui d'un scientifique tentant de rejoindre les plages des activistes militants, même si je me garde d'en faire des cibles pour mon propos ? Dans ma posture de philosophe, j'aimerais faire œuvre de déconstruction préalable, en mobilisant les analyses élaborées par Minani, qui a procédé de manière quasi positiviste, en s'appuyant sur des faits et événements de notre histoire récente, de l'histoire immédiate basée sur des faits de guerres, de violences, de rébellions, avec les interminables forums, conférences, négociations et accords pour la paix. Il ne cesse d'en appeler à l'expérience de terrain, car il aura été lui-même de toutes les négociations.

En fait, lorsque nous parcourons l'ouvrage de Minani, nous pouvons nous poser la question suivante : de quoi l'auteur témoigne-t-il effectivement ? Qu'allons-nous désormais enseigner sur l'histoire politique et la pratique politique dans notre pays ? Devrions-nous continuer de séparer le volet politique et le volet religieux de notre histoire ? Quelles sont les fausses croyances, les fausses analyses, les illusions dont nous devrions désormais nous départir en rapport notamment avec des définitions courantes, les évidences, les logiques de certains conflits, l'engagement de l'église catholique, etc. ? L'auteur aurait bien souhaité que ce fût un commentaire ; si, j'y parviens, tant mieux pour lui, mais je me contenterai bien d'ouvrir un débat (pas à l'instar d'une pandore, loin s'en faut), mais ouvrir un débat, disais-je ; autour de quelques préoccupations qui me paraissent essentielles, voire existentielles, d'abord sur la réévaluation du cadre conceptuel, puis sur la problématique de la balkanisation et de la destination universelle des biens, et enfin sur les défis liés à l'édification de l'État congolais, avant d'évoquer en postlude l'exigence de résilience et d'entretien de notre esprit de défense.

À travers un foisonnement de concepts et d'expressions tirés des débats pleins d'autorité, Minani nous facilite l'accès à des interrogations pour la mise à jour de nos schèmes de pensée sur les études relatives à la paix, et partant aussi à la guerre.

1. Réévaluer le cadre conceptuel

Un bel adage dit : « *quand vous voulez faire la guerre au voisin, taillez d'abord vos boucliers* ». L'ouvrage de Minani, qui comprend trois parties, est en fait une structure alliant deux problématiques : celle politique de la construction de la paix et celle sociale de l'engagement de l'église catholique au sein de la nation. Chacune aurait pu en réalité faire l'objet d'une dissertation doctorale, avec des résultats substantifs. L'auteur a combiné les deux sans doute pour mesurer sa propre capacité à relever des défis académiques ; et il y est parvenu. À mon âge, je commence à m'y habituer à force de côtoyer des gens accrocs aux entraves et qui vénèrent réfléchir sur des matières compliquées ! Et, c'est sans succès qu'on les mettrait en garde en leur rappelant les propos de mon grand-père : « *quand il fait calme au cimetière, n'y jetez pas des pierres* ».

Pour sa part, l'auteur consacre deux chapitres à l'analyse des concepts, dont le premier circonscrit la paix en général, mais en rapport avec la violence et les conflits, et le second appréhende le même concept dans la perspective de l'église. L'édification de la paix suppose que l'on comprenne et l'on se comprenne : savoir de quoi l'on parle effectivement. Dans le contexte qui est le nôtre, parler de la paix et de ses différentes déclinaisons en maintien, rétablissement, construction, c'est en même temps parler

de la guerre, c'est-à-dire de la violence extrême, des conflits et de leurs diverses déclinaisons, en gestion, etc. Dans la seconde partie, il passe à une étude de cas et analyse une série de conflits et d'initiatives de paix, avant de démontrer comment l'église s'est impliquée dans ces différents parcours. Il conclut en exposant quelques axes de la construction de la paix. Une abondante et riche documentation accompagne ses analyses. Il nous prévient même qu'elle va au-delà de ce qui est présenté.

L'histoire de notre pays véhicule de surprenants paradoxes en rapport avec la paix, qu'il s'agisse de la paix léopoldienne (*la fameuse pax belgica*), de la paix mobutienne ou de la paix kabilienne. Il se trouve toujours des voix dissonantes, contradiction oblige, pour en faire la remise en question. Ainsi, pour la période récente étudiée par l'auteur, à savoir celle allant de 2003 à 2013, le préfacier a suggéré de la qualifier de « soi-disant décennie de paix » (p. 10).

La problématique consiste à savoir si les épisodes de conflits répertoriés par l'auteur devraient annihiler toute évocation du fait qu'il y a eu aussi des épisodes de paix ; comme lors des élections, même si elles furent d'abord reportées dans certaines circonscriptions, mais finalement organisées, dans le Maïndombe et le grand nord au Nord-Kivu. Certes, il a été dénombré au cours de la période sous étude, en dehors du Kivu-Ituri, des incidents violents des Bakata Katanga, des Bundu dia Kongo, des Enyele, des Banunu et Batende, lesquels survinrent dans des zones bien circonscrites et ne provoquèrent guère de troubles majeurs dans la marche du pays. Bien qu'il se soit agi d'atteintes à la sécurité publique, l'auteur a eu raison de ne point leur accorder autant d'amplitude ou de magnitude, c'est selon, que les cas du RCD, du CNDP, du M23, des FDLR, des ADF, de la nébuleuse Mayi mayi, et donc il n'ignore pas l'existence d'une foultitude d'autres groupuscules aux acronymes méphistophéliques du genre l'UPC/FPLC (p. 143), APCLS, FPLC, FOLC, MPC, MRC, MRE, MRPC, PARECO, RUF, UPC, UPCO, UPCP, etc.

Si, depuis la marche triomphale de l'AFDL jusqu'à ce jour, le pays a traversé des périodes jonchées de guerres, au point d'en distinguer trois phases, c'est qu'il y a eu des échecs à l'issue de différents processus de paix. L'auteur prend alors en compte des échecs des multiples processus de paix, les mutations multiples de ces conflits, le nombre élevé de ses victimes, la crise humanitaire chronique qu'ils ont provoquée et sa continuation actuelle, pour justifier le choix de cette période comme objet fondamental de ses analyses (p. 119).

La mise en perspective de cette expérience douloureuse avec l'arsenal de définitions épiluchées antérieurement l'amène à se focaliser sur des conflits emblématiques majeurs, qui ont singulièrement défrayé la chronique, à savoir ceux :

- du *Congrès National pour le Développement (CNDP)*, à partir de 2003 jusqu'à la Conférence de paix de Goma en 2008 et l'accord de paix du 23 mars 2009, qui aboutit en fait à la mise sous tutelle de l'Est de la RD Congo de 2009 à 2012 ;
- du *Mouvement M23*, de 2012 jusqu'à sa défaite en novembre 2013 et sa dissolution par l'accord de paix signé à Nairobi le 12 décembre suivant ;
- des *Forces de Défenses et de Libération du Rwanda (FDLR)*, initiées en 1996 en soutien à la rébellion de l'AFDL et encore d'actualité ;
- des *Mayi-Mayi*, qui se définissaient au départ comme force de résistance contre l'occupation étrangère. Dans le concret, ils se sont cependant battus au gré des fluctuations des alliances à la fois contre les troupes étrangères en RD Congo, les différents groupes rebelles (CNDP et M23), le gouvernement et même entre eux.

Lorsque nous nous penchons sur les cas emblématiques cités, les définitions retenues naguère sur la paix, les conflits, et les typologies y relatives, permettent de dégager d'autres caractéristiques dans la mesure notamment où elles nous amènent à questionner les classifications usuelles entre groupes armés nationaux et groupes armés étrangers, mouvements de résistance et rébellions. Pratiquement tous ces groupes sont multinationaux dans leur composition et même dans leur commandement. Une sorte de revers de la médaille de la Monusco. Aussi les conflits qu'ils génèrent sont-ils en fait des conflits internationaux et, dans une certaine mesure, transfrontaliers.

Pas donc surprenant qu'il ait été nécessaire de recourir à des mécanismes de gestion et de résolution des conflits mobilisant les canaux internationaux, tant aux niveaux sous-régional et régional, qu'à celui international. Il faudrait donc que cela soit clairement compris par tous : la guerre qui avait commencé en 1996, dans l'Est de la RD Congo, qui a été relancée en 1998, et qui s'est poursuivie par intermittence depuis 2003 jusqu'à nos jours, est une guerre internationale qui a tourné court, et non pas une rébellion. Bien que sa première cible fût le régime Mobutu, elle s'est transformée en guerre contre Mzee Kabila, puis contre le Président Joseph Kabila, en attendant peut-être de se trouver une nouvelle cible dans son évolution prochaine, car il s'agit en fait d'une guerre programmée d'occupation, d'exploitation et de balkanisation.

Les guerres de la première et de la deuxième phases, celles de libération et d'occupation, ainsi que les autres guerres de la troisième phase sont donc en quête d'une nouvelle dénomination commune qui puisse les englober, un peu à la manière de la guerre de trente ans que suggère Ndaywel, ou peut-être mieux encore les guerres du coltan ou les **guerres minières**.

En effet, l'auteur nous fait comprendre que l'éviction de Mobutu n'eut pas pour motivation l'instauration de la bonne gouvernance, pas plus d'ailleurs que l'assassinat de Mzee Kabila n'eut pour cause un lot de malversations financières, et la détestation ou la vilification⁴ de son successeur de fils ne se justifia point par la corruption ou la gabegie. Pour tous, il s'est toujours agi des enjeux autour des ressources minières, au point que nous pouvons légitimement nous interroger aujourd'hui s'il est possible de gager ou d'hypothéquer quelque chose pour avoir l'assurance de recevoir en retour des garanties de paix et d'intégrité du territoire national. En d'autres termes, à quel prix la RD Congo peut-elle échapper au processus de balkanisation, car tout montre que la construction de la paix en RD Congo est et sera toujours compromise par des projets internationaux de balkanisation de notre territoire national, en vue du contrôle des ressources minières.

La même doctrine qui avait été à l'origine du projet léopoldien de mise en valeur et de pacification du Bassin du Congo est désormais développée pour la mise en œuvre du processus de sa balkanisation. Il s'agit de la doctrine de la destination universelle des biens⁵, qui me fait penser au sort du petit rat plein de graisse, *le petit rat plein de graisse a fondu au feu*.

Nous ne pouvons pas nous réarmer moralement pour faire face à nos agresseurs, si nous ne réaménageons pas nos concepts, nos schèmes, nos manières de penser, de parler et de nous exprimer, d'agir et d'interagir. Voilà pourquoi les universitaires congolais avaient en son temps rejeté le confinement de la dénomination de Grands Lacs au seul espace coïncidant avec la région convoitée par le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda. Nous nous étions alors battus pour faire fléchir les Nations Unies qui, dans une résolution, réduisaient la région des Grands lacs à ce dernier espace⁶. Il nous fallait étendre le concept à toute la région affectée par les conséquences de la guerre du Rwanda ; d'où la configuration actuelle de la CIRGL. Notre lutte consistait à empêcher que l'espace dit des Grands Lacs n'évoluât vers la constitution d'un espace étatique autonome sur base de justifications d'ordre géographique, sur une éventuelle République des Volcans.

Ce travail d'assainissement des concepts devrait aussi prendre en charge cette notion surprenante et pourtant si prisée de « *malédiction* »

4 Léon Martin MBEMBO, *Vilification d'un personnage dans un récit électoral. Joseph Kabila par Congo-Mikili*, in *Médiatiques. Récits et société*, n. 50. *Les élections de 2011 en RDC* : « Le terme central « vilification » exploité ici est emprunté de certains textes narratologiques anglophones, en particulier à la littérature juvénile où il renvoie à l'idée d'associer des valeurs méchantes à un personnage, de dénigrer. En français, il se traduirait par diffamation, calomnie, dénigrement. Et dans le cadre de notre étude, il prendra le sens spécifique de rendre vilain, de construire ou assigner une image de méchant, de scélérat, de crapule à un personnage dans un récit », p. 46.

5 KAUMBA LUFUNDA SAMAJIKU, *Mondialisation, balkanisation et destination universelle des biens de la RDC Lubumbashi*, Institut Supérieur Mgr Mulolwa, 2002 ; *La terre de nos ancêtres. Dialogue à bâtons rompus*, Kinshasa, Noraf-Scribe, 2011.

6 KAUMBA LUFUNDA, Rapport Général du Symposium International de Kinshasa, sur « *La Crise dans la sous-région des pays des Grands Lacs* », 4-8 décembre 2000.

des ressources minérales ». Des bandits attaquent votre maison, au lieu qu'ils soient indexés comme des personnes maudites, c'est votre maison qui est indexée comme une résidence hantée. Cette pratique de confusion conceptuelle fut dénoncée déjà en 1973 par V.Y. Mudimbe qui la qualifiait de langage en folie : « c'est fou de réfléchir de la sorte, c'est de la folie pure et simple »⁷.

2. Balkanisation et destination universelle des biens de la RD Congo

Serait-il légitime de penser que le projet Congo fut à la fois un projet politique et un projet religieux comme le suggérerait l'auteur, qui nous susurre à l'oreille que la mission prophétique de l'église contient bien un engagement politique ? Revenons au contexte de l'apparition de la doctrine sociale de l'église telle que nous la connaissons aujourd'hui. L'auteur nous indique qu'il s'agit à la fois d'un enseignement et d'une pensée ancrés dans l'action et dans l'expérience sociale. Point n'est sans doute besoin de revenir sur la traditionnelle trilogie coloniale qui reposait sur l'État, l'Église et le Capital. L'implication des missionnaires dans les secteurs de l'éducation et de la santé fut déterminante dans l'œuvre coloniale, et elle se développa davantage après la signature en 1906 du Concordat entre le Saint-Siège et l'État Indépendant du Congo (EIC). Le Pape Léon XIII venait certes de mourir en 1903, mais le Roi Léopold II, qui vivra encore jusqu'en 1909, ne cédera l'EIC à la Belgique sous forme d'une colonie qu'en 1908, fustigera les revendications allemandes le long de la frontière qui va de Bobandana au Nord du Lac Kivu jusqu'à Uvira, sur le Lac Tanganyika, en passant le long de la rivière Ruzizi. Il disait : « je ne me laisserai pas donner de coup de pied ; je ne l'ai jamais toléré et ce n'est pas à soixante-dix ans que je le permettrai... ». Il ajoutait : « il faut bien se laisser donner un coup de pied de temps en temps, mais à la condition d'en pouvoir rendre trois ». Il prendra même soin, à la veille de sa mort, sur son lit de douleur, de laisser à M. Schollaert, président du Conseil, un testament terrible, qui est encore d'actualité aujourd'hui : « si vous cédez aux Allemands à la Ruzizi-Kivu, votre vieux roi sortira de sa tombe pour vous le reprocher ».⁸ Mon grand-père ne s'y serait pas pris autrement, lui qui nous mettait en garde en ces termes : « *celui qui meurt sans problème s'en va en paix ; au mort endetté, on demande pourquoi il est mort avant d'avoir payé sa dette* ».

Peut-être faudrait-il rappeler quelques coïncidences historiques, fort intéressantes pour l'histoire sociale et politique de notre pays, entre le Pape Léon XIII, initiateur de la doctrine sociale de l'église et Léopold Ier, roi des

7 V.Y. MUDIMBE, *L'autre face du royaume ; Une introduction à la critique des langages en folie*, Lausanne, L'âge d'homme, 1973.

8 Cf. K.L. SAMAJIKU, *Fiers d'être congolais. Les symboles de notre identité*, Kinshasa, Noraf, 2015, p. 20 ; LIEBRECHTS, *Léopold II, Fondateur d'Empire*, p. 188.

belges à l'époque. Mgr Luigi Pecci, futur Pape Léon XIII fut nommé nonce apostolique à Bruxelles, ville où il rencontrera le jeune Duc de Brabant, qui deviendra plus tard le Roi Léopold II. Avec le développement de l'industrie, de nouvelles préoccupations sociales voient le jour. Le comte Ferdinand de Meeûs, alors Gouverneur de la Société Générale de Belgique, déjà investi lui-même dans l'action sociale, sensibilise alors Mgr Luigi Pecci à la question ouvrière, dans le contexte d'industrialisation. De son côté, le Roi Léopold Ier adresse une recommandation au Pape Grégoire XVI pour lui demander d'élever Mgr Luigi Pecci au rang de Cardinal. Le Pape Pie IX, successeur de Grégoire XVI, de nouveau saisi de la même sollicitation, pourvoira à cette demande en 1853.

Voilà des connections entre Bruxelles et Rome, à l'époque. Pas donc surprenant que le Pape Léon XIII ait décidé de publier, au cours de la même année, sa célèbre encyclique *Rerum Novarum* (à la date du 15 mai 1891) ainsi que la bulle *Optimae Quidem* (le 21 juillet 1891), bulle dans laquelle il proclama Marie, la Mère immaculée de Dieu, Patronne particulière de l'État Indépendant du Congo. Cette dernière date fut choisie pour honorer la Belgique qui fêtait le 61^e anniversaire de son indépendance. La requête avait été introduite par le Comte Joseph de Hemptinne, grand-père de Mgr Félix de Hemptinne, futur vicaire apostolique du Katanga et évêque d'Elisabethville. Comme quoi, il n'y a pas qu'au Congo où l'engagement politique peut parfois contribuer à l'élévation de certains pasteurs dans la hiérarchie ecclésiastique au sein de la curie romaine.

Revenons à Rigobert Minani, qui décline de manière très classique les principes fondamentaux de la doctrine sociale de l'Église, en mentionnant : la dignité de la personne humaine, la destination universelle des biens, la solidarité, la subsidiarité et le bien commun (p. 88ss). Alors que les différentes valeurs renvoient à la personne humaine, il ne semble pas en être directement ainsi de la destination universelle des biens. Ce qui était d'ailleurs apparu lorsque Minani préféra la rattacher à la solidarité dans sa réponse à la question « *existe-t-il une doctrine socio-politique de l'Église ?* »⁹ C'était dans sa jeunesse quand il portait un nom de guerre et se faisait appeler « bin Cikuru » (et non pas « mwene Cikuru »), et s'identifiait volontiers dans la lignée de jumeaux (mais, passons).

L'affirmation du droit à la propriété privée, notamment par le travail, va de pair avec celui de l'usage commun des biens appropriés. Mais, lorsque cette thématique apparaît dans le discours ecclésiastique congolais, c'est aussi pour dénoncer la mauvaise répartition des richesses, l'exploitation des pauvres, l'injustice sociale au niveau de différentes couches de la population. En restant rivé sur l'indispensable solidarité au sein d'une communauté, dans l'accès à l'usage des biens mêmes privés, on est loin du compte du problème qui semble justifier la balkanisation. Tout se passe à la manière

9 MINANI, *Existe-t-il une doctrine socio-politique de l'Église ?* Kinshasa, CEPAS, 2000, pp. 111-114.

du batteur de tam tam dont le grand-père disait : « *le batteur de tam tam bat son tam tam, mais c'est le masque qui se fracture la jambe en dansant* »

Dans la perception occidentale, la destination universelle est interprétée de deux manières et elle s'applique à l'usage en commun des biens, selon qu'il s'agit du niveau local entre capitalistes et prolétaires du monde industriel, ou qu'il vise le niveau des relations avec les colonies entre les colons et les colonisés. Dans le premier cas, cette théorie tendait à sensibiliser les riches européens en faveur des pauvres ouvriers européens ; dans le second, il s'agit de sensibiliser le colonisateur pour qu'il ne se fasse pas de mauvaise conscience en allant se servir des richesses réputées communes et logées chez les colonisés.

Dans l'ouvrage sous examen, le terme balkanisation apparaît une multitude de fois, de quoi nous inquiéter vraiment. Ne devrions-nous pas changer d'échelle ? À Berlin, c'est l'Afrique qui fut balkanisée avant le terme, aujourd'hui, c'est le Congo qui lutte contre sa balkanisation depuis son accession à l'indépendance. Il ne s'agit guère de remettre en cause la doctrine de la destination universelle des biens, mais de montrer comment elle fonctionne aujourd'hui à notre détriment. Nous l'avions déjà relevé en 2002 dans un opuscule intitulé : « *Mondialisation, balkanisation et destination universelle des biens de la RDC* »¹⁰.

En RD Congo, Minani relève au sein même de l'épiscopat congolais, des approches divergentes entre l'Est et l'Ouest, suite à des malentendus ou des méprises sur l'agenda de balkanisation, l'Ouest se réveillant une heure plus tard, des retards cumulés et qui, après des années, peuvent constituer des décennies de décalage. Silence lors de l'assassinat en pleine journée de Mgr Munzihirwa (p. 363), méprise sur des invasions qualifiées de rébellions, confusions entre les commanditaires et les exécutants.

Aucune rébellion survenue dans l'Est de la RD Congo n'était une initiative congolaise, et les voisins facilitateurs n'ont jamais eu de stratégie propre. Il suffit de retracer les réseaux de circuits suivis (p. 207) par les minerais du Congo¹¹ et de regarder les parrains pour se rendre à l'évidence non pas de complots récurrents (p. 145), mais de projets sans équivoque de mise en œuvre du processus de balkanisation. Des voisins vous annoncent qu'ils sont prêts à venir mener des campagnes militaires sur votre territoire

10 Cf. KAUMBA LUFUNDA, *Mondialisation, balkanisation et destination universelle des biens de la RDC* Lubumbashi, Institut Supérieur Mgr Mulolwa, 2002.

11 Pour le Groupe d'experts des Nations Unies ayant enquêté sur le trafic des ressources de la République démocratique du Congo, 17 pays en Asie, en Europe au Moyen-Orient et en Amérique du Nord, seraient touchés au titre de destination, de points de transit secondaires et de centres de transformation, ou d'importants marchés de consommateurs. Ces pays sont l'Allemagne, la Belgique, la Chine, les Émirats Arabes Unis, les États-Unis, la France, l'Inde, Israël, le Japon, le Kazakhstan, le Liban, la Malaisie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie, la Suisse et la Thaïlande (Conseil de sécurité, Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo, page 29, n° 139-148, 16 octobre 2002).

pourvu qu'ils en soient rémunérés ; et vous les accusez de comploter contre votre pays. Même Jésus avait dit à Judas : « ce que tu as à faire, fais-le vite » (Mt 26,05), mais Judas ne savait pas qu'il irait en fait se pendre de désespoir (Mt 27,5).

Tant au niveau de la société globale que des instances religieuses, nous devrions tous reconsidérer nos manières d'organiser l'éducation civique, en insistant notamment sur l'esprit de défense. Comment aborder les nouveaux deals miniers focalisés sur le lynchage de telle ou telle puissance économique concurrente d'Europe ou d'Asie, sur fond de rivalités dont nous serions les dindons de la farce ? Sans considérer ces variables partenaires comme des saints, la question fondamentale est la suivante : au nom de quel bien leurs détracteurs peuvent-ils revendiquer des privilèges économiques chez nous ? Dans cette lutte aux poings et aux couteaux, dont le sang coule abondamment depuis des lustres, les médias ont leur part du gâteau et, parfois à la manière de la mouche du coche de la fable de Jean de La Fontaine, ils sont mobilisés pour tirer à boulets rouges, sur les Congolais qui ne composent pas avec leurs bailleurs de fonds ; s'attribuant ainsi des mérites qu'ils n'ont pas. La corruption, dite « coupage » dans le monde de la presse en RD Congo, est une pratique qui n'a pas été inventée par nos journalistes ; elle serait venue d'ailleurs. Je me rappellerai toujours que *« les perdrix s'en sont allées après avoir ravagé le champ d'arachide ; les pintades ont été prises au piège par la suite »*.

Nous pourrions aussi nous étendre sur le concept de pillage, repris à fortes doses dans l'ouvrage. Quand les Congolais taxent les entreprises étrangères de pillage, des puissances étrangères qualifient à leur tour les Congolais de pilliers, perdant de vue le fait que la théorie de la destination universelle des biens avait déjà organisé la légitimation de la convoitise extérieure sur les richesses naturelles de la RD Congo. Et je me souviens de mon grand-père, nous invitant à la prudence et à la prévoyance, qui disait : *« tu avais coupé le bras de ton frère, ne savais-tu pas que la guerre éclaterait ? »*

Il en va tout autant du débat sur les mérites de la démocratie et sur la position classique de l'église en la matière. Nous gagnerions à relire l'encyclique *Immortale Dei* du 1^{er} novembre 1885 dans laquelle le pape Léon XIII s'était prononcé sur le rapport entre la démocratie et la doctrine chrétienne, en précisant ce qui suit : « la souveraineté n'est en soi nécessairement liée à aucune forme politique ; elle peut fort bien s'adapter à celle-ci ou à celle-là, pourvu qu'elle soit de fait apte à l'utilité et au bien commun ». C'est ce qu'on appellera la souveraine indifférence vis-à-vis des systèmes politiques pour autant qu'ils visent le bien commun. Sur la même veine, il y eut Marc Sangnier qui s'intéressa aux ouvertures préconisées par Léon XIII par rapport à la République et créa en 1884 un mouvement

dénommé *Le Sillon*, qui prônait malheureusement la démocratie comme le système conforme à la doctrine sociale de l'Église. Après la mort du Pape Léon XIII, son successeur Pie X condamna ce mouvement du *Sillon* (le 25 août 1910), comme il avait d'ailleurs aussi condamné Alfred Loisy et le mouvement des modernistes.

3. Relever le défi de l'édification de l'État

Cela étant, comment résoudre un problème aussi réel que celui de la réhabilitation de l'État ? Rigobert Minani s'attelle à expliquer que les multiples défis identifiés par l'État, l'Église les a aussi reconnus, et il y a comme un consensus autour du fait que le défi majeur est constitué par le déficit de fonctionnalité de l'État. Les défis à la construction de la paix seraient donc en fait des défis à la construction de l'État. Les questions sécuritaires, économiques et sociales qui s'y rattachent, ne seraient que des manifestations sectorielles de la décrépitude de l'État. En prenant soin d'inventorier les causes de cette situation (déclencheuses, d'escalades ou structurelles), l'on pourrait, pense-t-il, parvenir à soigner progressivement ce grand malade et espérer le sortir de son asthénie, voire de sa catatonie. Mais, par où faudrait-il commencer le traitement thérapeutique, une fois le diagnostic établi ?

À l'ère de la démocratie, il est comme un postulat qui consisterait à ériger l'organisation des élections en point de départ ou point de repère initial. Les élections ont cependant leur histoire singulière dans notre pays depuis celles qui furent organisées par le colonisateur belge en 1957, 1958 et 1960. L'on dénonça les irrégularités commises par l'administration belge dans l'organisation et le contrôle des élections ; et des fraudes furent reconnues par les autorités belges elles-mêmes¹².

On signalait déjà à l'époque des cas de circonscriptions dans lesquelles les élections ne furent pas organisées, des scrutins reportés pour des problèmes logistiques, des recours rejetés, des résultats proclamés malgré de nombreuses irrégularités, pourtant dénoncées et reconnues. Les tensions intercommunautaires suscitées par les élections de 1957 se poursuivront même sous le régime de Mobutu lors des élections de 1977, de 1982 et 1987.

À l'aube de la troisième République, trois cycles électoraux ont été organisés en 2006, 2011 et 2018. L'analyse du climat général laisse ressortir paradoxalement une régression progressive de la violence extrême, qui contraste avec la virulence des évaluations subséquentes. Les élections de 2006 pourtant plébiscitées comme étant les mieux organisées, furent suivies de guerres même dans la ville de Kinshasa ; celles de 2011 se caractérisèrent par plusieurs cas de vandalismes et d'incendies sans compter les violences

¹² Pamphile MABIALA MANTUBA-NGOMA, *Les élections dans l'histoire politique de la RDC (1957-2011)*, Kinshasa, FKA, 2015, p. 27.

physiques sur des candidats et des personnels de la CENI. Depuis la proclamation des résultats des élections de 2018, les contestations se sont davantage orientées vers les cours et tribunaux, lesquels ont certes versé dans le tripatouillage, tout en garantissant des issues pacifiques. La diversification et la mise en place de nouveaux ordres juridictionnels ont créé des opportunités inespérées de capitalisation de la fonction de haut magistrat, au bénéfice de ceux qui l'assumaient.

Les élections ne constituent pas une fin en soi ; elles visent à assurer une démocratie représentative, en permettant la liquidation des crises de légitimité susceptibles de provoquer et d'accroître des conflits sociaux. Elles sont censées faciliter la mise en place d'un État fonctionnel dans ses diverses dimensions : sécurité, finances, justice, relations avec d'autres États et divers partenaires bilatéraux et multilatéraux. Les autres défis de la construction de la paix sont liés à l'édification de l'État : gouvernance des ressources minières, résolutions des conflits locaux et cohésion nationale, construction de bonnes relations avec les pays de la région, promotion de la culture de la paix (p. 387).

Si nous voyons apparaître de nouveau ici l'exigence relative à la gestion des ressources minières, c'est qu'il s'agit d'un enjeu stratégique capital, dans la mesure où ces ressources minières alimentent aussi bien les groupes armés dits locaux que les prétendues rébellions. Il faudra trouver la juste mesure et la juste formule pour garantir la bonne gouvernance et asseoir la paix. Mais que signifierait la bonne gouvernance du secteur minier et des ressources naturelles au regard des exigences des multinationales, et des gouvernements étrangers ?

Bientôt, avec l'annonce de l'exploitation du lithium, de nouveaux risques à la paix se profilent à l'horizon. Les puissances industrielles intéressées peuvent susciter des crises pour bloquer d'autres concurrents. Dans cette course folle et meurtrière, des bénévoles et des organisations bien généreuses s'invitent généralement pour venir proposer le financement de l'éducation civique électorale et de l'observation électorale, parfois avec de l'argent offert par des opérateurs miniers ayant perdu leurs contrats !

4. Résilience et esprit de défense

Rigobert Minani accorde beaucoup d'importance à l'éducation civique, en parfaite intelligence avec l'enseignement de l'église locale et les recommandations de la société civile congolaise. Comment devrions-nous dès lors repenser l'architecture globale de la renaissance d'un Congo digne, fort et prospère ? Le risque majeur ou la menace la plus dangereuse étant celle de la balkanisation de notre pays, nous devons nous inscrire résolument sur les pistes de l'*irénologie*, d'une approche scientifique de la paix, de sa conception, de sa préservation, de sa gestion, de son maintien et le cas

échéant, de son rétablissement, en nous appuyant sur la documentation et les analyses de base qu'il a mises à notre disposition.

Certes, Minani se sent à chaque fois obligé d'ajouter « *peace studies* » lorsqu'il écrit « études sur la paix » ; mais alors pourquoi ne devrions-nous pas simplement reprendre le terme le plus clair et le redéfinir si besoin est, en ajoutant les développements les plus récents dans ce champ de la recherche ? Ce n'est pas parce que la géopolitique et la géostratégie se démarquent un peu du carcan de la polémologie, qu'il faudrait pour autant reléguer aux oubliettes l'*irénologie*, au motif, qu'elle se limiterait à étudier les origines des conflits selon un modèle médical considérant les guerres comme une pathologie sociale, et recherchant les causes supposées être à leurs racines.

Nous retrouvons d'ailleurs chez Minani de coriaces références au paradigme médical, avec son arsenal de recherches sur les causes et l'anamnèse jusqu'aux racines. Mais, tout en relevant cela, il nous ouvre vers la complexité des problèmes et nous invite à organiser des réunions sous l'arbre à palabre. Cette métaphore, qui rejoint notre fond culturel, est aussi celle qui conviendrait sans doute le mieux à l'étude des problèmes liés aux ressources naturelles et à l'écologie. Sous cet angle, l'*irénologie* devrait non seulement viser à nous réconcilier avec nous-mêmes, individuellement et communautairement, mais aussi avec d'autres nations voisines ou lointaines, autant qu'avec la nature qui nous porte et nous abrite. Mon grand-père disait : « *si tu as envie de manger de la viande, tends un piège ; si tu as faim, cultive* ».

Je comprends dès lors que Minani se soit, en fin de parcours, ouvert aux horizons de la transcendance en évoquant les exigences de pardon et de réconciliation comme médiations ultimes de la paix. Le cadre est désormais planté pour l'élaboration d'une maquette de formation en *irénologie* et la rédaction d'un manuel d'introduction à cette science, en la nourrissant de l'expérience congolaise. Ce sera le travail des ingénieurs de la paix de répondre techniquement aux défis de construction de la paix, d'innover dans les processus de mise en œuvre des mécanismes de pacification, de dépister en permanence les stratagèmes qui bloquent les rouages de l'enracinement de la paix. Si l'on avait prioritairement besoin d'un médecin pour traiter la guerre, il nous faut sans doute des ingénieurs pour construire la paix selon les normes esthétiques, écologiques et éthiques, voire spirituelles, car la paix est une valeur spirituelle (p. 28).

Rigobert Minani nous indique le chemin bien tracé de la relance des études sociales selon la méthode de l'histoire immédiate, qui fut si bien théorisée par Benoît Verhaegen¹³. Il a fait sa part en nous montrant comment une expérience de vie peut sustenter un projet scientifique, et

13 Benoît VERHAEGEN, *Introduction à l'histoire immédiate*, Duculot, Gembloux, 1974.

qu'il est possible de pratiquer une science rigoureuse tout en conduisant un engagement religieux remarquable et sans compromission. Mais, dans l'autre sens, combien de scientifiques ont-ils réussi à devenir de véritables acteurs de la société civile ? Il faut se donner le temps de mûrir scientifiquement et civilement, le temps de lire et de comprendre, le temps d'analyser et d'agir, en brisant les barrières entre l'histoire politique et l'histoire religieuse de notre pays. C'est ce qui nous manque le plus, quand nous passons le meilleur de notre temps dans des bavardages futiles, pis encore des querelles politiciennes sans fin. Revenons à la lecture utile, lisons l'ouvrage du R.P. Minani, car exister, c'est d'abord résister, résister mentalement et intellectuellement¹⁴.

Enfin, on ne dira jamais tout, ni que nous avons été rencontrer des FDLR à Strasbourg et des membres du CNDP à Rome avec le concours de San Egidio, ni qu'un évêque protestant nous avait roulé en nous amenant à une réunion de Kisangani un groupe de jeunes bashi de Bukavu, transformés en FDLR, ni que la Monuc avait avalisé le démantèlement du Camp de Kasiki (à quelques encablures de la localité de Luofu dans le Territoire de Lubero en province du Nord-Kivu) où le Gouvernement avait regroupé près de 400 FDLR et leurs dépendants, prêts à regagner volontairement le Rwanda.

Point n'est besoin d'en parler, car comme le disait si bien Wittgenstein, ce dont on ne peut parler, on doit le taire. Demain, à l'aube, le peuple meurtri du Kivu-Ituri, nous adressera la salutation rituelle en ces termes : « *êtes-vous guéris de votre sommeil ?* » et il nous regardera pour voir s'il y a encore des hommes parmi nous. Là-dessus, autant me taire et clore mon propos en vous remerciant de votre aimable attention. ■

Professeur KAUMBA LUFUNDA

Philosophe et Criminologue

Recteur Honoraire de l'UNILU

Sénateur

profkaumba@gmail.com

14 Cf. KAUMBA LUFUNDA, *Exister c'est résister*, dans *Conflits et Identité*, Actes des Journées Philosophiques de Canisius 1997, Kinshasa, Ed. Loyola, 1998.